

C. FONCK,
Minister van Kind, Hulpverlening aan de Jeugd en Gezondheid

Nota

(1) *Zitting 2006-2007*

Stukken van het Parlement.- Ontwerp van decreet, nr. 369-1

Zitting 2007-2008

Stukken van het Parlement – Verslag, nr.369-2

Integraal verslag - Bespreking en aanneming - Vergadering van 22 januari 2008.

MINISTERE DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE

[C – 2019/15470]

25 JANVIER 2018. — Décret contenant le règlement définitif du budget
de la Communauté française pour l'année budgétaire 1990 (1)

Le Parlement de la Communauté française a adopté et, Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit :

PREMIERE PARTIE SERVICES D'ADMINISTRATION GENERALE
DU MINISTERE DE LA COMMUNAUTE FRANCAISE
ANNEE BUDGETAIRE 1990

CHAPITRE 1^{er}

Engagements effectués en exécution du budget

Article 1^{er}

Les crédits d'engagement initiaux alloués par décrets budgétaires pour l'année budgétaire 1990, s'élèvent à 1.834.600.000 francs (Tableau annexe I, colonne 3)

Ce montant se compose comme suit :

	(en francs)
- opérations courantes :	21.500.000
- opérations de capital :	1.813.100.000

Article 2

Les crédits d'engagement initiaux ont été :

- modifiés par l'adaptation, conformément aux décrets d'ajustement, se traduisant par une augmentation de 201.500.000 francs et une diminution de -198.700.000 francs (Tableau annexe I, colonne 3).
- complétés par le report de crédits effectué en vertu des articles 17 et 18 de la loi du 28 juin 1963 modifiant et complétant les lois sur la comptabilité de l'Etat (Tableau annexe I, colonne 3), s'élevant à 2.036.291.224 francs.

Article 3

Le total des crédits d'engagements disponibles pour les engagements de l'année budgétaire 1990 s'élève à 3.873.691.224 francs (Tableau annexe I, colonne 3) se décomposant comme suit :

	(en francs)
- opérations courantes :	23.500.000
- opérations de capital :	3.850.191.224

Article 4

Les engagements de dépenses imputés à charge de ces crédits s'élèvent (Tableau annexe I, colonne 3) à la somme de 1.269.700.789 francs.

Ce montant se décompose comme suit :

	(en francs)
- opérations courantes :	23.499.597
- opérations de capital :	1.246.201.192

Article 5

Les crédits d'engagement disponibles à la fin de l'année budgétaire s'élèvent à 2.603.990.435 francs (Tableau annexe I, colonne 3).

Ce montant se décompose comme suit :

	Crédits à reporter à l'année 1991	Crédits à annuler
Opérations courantes	0	403
Opérations de capital	2.510.284.083	93.705.949

(Tableau annexe I, colonnes 1, 2).

CHAPITRE II

Recettes et dépenses effectuées en exécution du budget

§ 1^{er} Fixation des recettes

Article 6

Les recettes budgétaires de l'année 1990 s'élèvent à 173.534.617.145 francs (Tableau annexe II, colonne 2).

Ce montant se décompose de la manière suivante :

	(en francs)
- recettes courantes :	173.532.312.869
- recettes de capital :	2.304.276

§ 2 Fixation des crédits de dépenses

Article 7

Les décrets budgétaires concernant l'année budgétaire 1990 ont réparti les crédits initiaux pour l'ordonnement des dépenses de la manière suivante :

	Crédits non dissociés	Crédits d'ordonnement	TOTAL
Dépenses courantes	172.725.900.000	21.500.000	172.747.400.000
Dépenses de capital	5.261.600.000	1.971.900.000	7.233.500.000
TOTAL	177.987.500.000	1.993.400.000	179.980.900.000

(Tableau annexe III, colonnes 1 à 7).

Article 8

Ces autorisations de dépenses ont été :

- modifiées par l'ajustement effectué en vertu des décrets d'ajustement (Tableau annexe III).

	Crédits non dissociés	Crédits d'ordonnement	TOTAL
Dépenses courantes	2.179.500.000	2.000.000	2.181.500.000
Dépenses de capital	143.800.000	15.000.000	158.800.000
TOTAL	2.323.300.000	17.000.000	2.340.300.000

Article 9

- Le total des autorisations de dépenses allouées disponibles pour l'année budgétaire 1990 s'élève à 192.515.383.210 francs (Tableau annexe III, colonne 1 à 7).

Ces autorisations de dépenses se répartissent comme suit :

	Crédits non dissociés	Crédits d'ordonnement	TOTAL
Dépenses courantes	181.847.214.249	23.500.000	181.870.714.249
Dépenses de capital	6.467.639.195	4.177.029.766	10.644.668.961
TOTAL	188.314.853.444	4.200.529.766	192.515.383.210

§ 3 Fixation de la situation des dépenses

Article 10

Les dépenses à charge de l'année budgétaire 1990 se montent à 180.722.276.247 francs (Tableau annexe III, colonne 7), se répartissant entre :

	Crédits non dissociés	Crédits d'ordonnancement	TOTAL
<u>Dépenses courantes</u>			
- concernant les prestations d'années antérieures (colonnes 1, 2, 5)	8.386.469.036	0	8.386.469.036
- concernant les prestations de l'année en cours (colonnes 1, 2, 5)	165.572.364.152	18.399.883	165.590.764.035
TOTAL (1)	173.958.833.188	18.399.883	173.977.233.071
<u>Dépenses de capital</u>			
- concernant les prestations d'années antérieures (colonnes 3, 4, 6)	542.558.726	548.238.625	1.090.797.351
- concernant les prestations de l'année en cours (colonnes 3, 4, 6)	4.777.051.823	877.194.002	5.654.245.825
TOTAL (2)	5.319.610.549	1.425.432.627	6.745.043.176
TOTAL (1) + (2)	179.278.443.737	1.443.832.510	180.722.276.247

Article 11

De ce montant, il a été justifié à la Cour des Comptes un montant de 179.613.805.535 francs dont :

- 178.169.973.025 francs pour les crédits non dissociés (Tableau annexe III, colonnes 1, 3).
- 1.443.832.510 francs pour les crédits d'ordonnancement (Tableau annexe III, colonnes 2, 4).

Article 12

Pour les dépenses restant à régulariser, d'un montant de 1.108.470.712 francs dont :

- 1.108.470.712 francs de crédits non dissociés;
- 0 francs de crédits d'ordonnancement;

il est fait application de l'article 32 de la loi du 28 juin 1963 (Tableau annexe III, colonnes 1, 3).

§ 4 Règlement des crédits

Article 13

La comparaison entre les crédits répartis par décret (article 9) et les opérations imputées (article 10) fait ressortir une différence pour l'année budgétaire 1990 de 11.793.106.963 francs.

	Crédits non dissociés	Crédits d'ordonnancement	TOTAL
Crédits répartis	188.314.853.444	4.200.529.766	192.515.383.210
Opérations imputées	179.278.443.737	1.443.832.510	180.722.276.247
Excédent de crédit	9.036.409.707	2.756.697.256	11.793.106.963

Article 14

Pour couvrir les dépenses de l'année budgétaire 1990 effectuées au-delà ou en l'absence de crédits, il est accordé des crédits complémentaires s'élevant à 113.902.373 francs dont :

- pour les crédits non dissociés : 113.902.373 francs.
- pour les crédits d'ordonnancement : 0 francs.

Ces crédits sont répartis ainsi que mentionné au Tableau annexe IV.

Article 15

Par suite des dispositions contenues dans les articles 13 et 14, le montant des crédits disponibles au 31 décembre 1990 comprend :

	Crédits non dissociés	Crédits d'ordonnancement	TOTAL
Crédits à annuler	451.777.125	135.856.453	587.633.578
Crédits à reporter à l'année budgétaire 1991	8.698.534.955	2.620.840.803	11.319.375.758
total	9.150.312.080	2.756.697.256	11.907.009.336

(Tableau annexe III, colonne 7).

La partie à fusionner avec les crédits de l'année 1991 s'élève à :

	Crédits non dissociés	Crédits d'ordonnancement	TOTAL
Dépenses courantes	2.249.556.596	0	2.249.556.596
Dépenses de capital	576.303.111	2.620.840.803	3.197.143.914
TOTAL	2.825.859.707	2.620.840.803	5.446.700.510

§ 5 Résultat général des recettes et des dépenses du budget 1990**Article 16**

Le résultat général du budget de l'année budgétaire 1990 se présente comme suit :

(en francs)

Opération courantes

Recettes	173.532.312.869
Dépenses	173.977.233.071
Excédent de dépenses	-444.920.202

Opération de capital

Recettes	2.304.276
Dépenses	6.745.043.176
Excédent de dépenses	-6.742.738.900

Opération réunies

Recettes	173.534.617.145
Dépenses	180.722.276.247
En conclusion, compte non tenu du résultat de la section particulière, les dépenses excèdent les recettes de	-7.187.659.102
Et comme le solde fin de l'année budgétaire 1989 s'élevait à	-4.836.630.601
Le solde fin de l'année budgétaire 1990 s'élève à	-12.024.289.703

CHAPITRE IIIRecettes et dépenses effectuées en exécution de la section particulière du budget**Article 17**

Les décrets budgétaires de l'année 1990 ont évalué les recettes et dépenses pour la section particulière du budget de la Communauté française ainsi qu'il suit :

	(en francs)
- Recettes	22.964.200.000
- Dépenses	22.286.500.000

(Tableau annexe V, colonnes 1, 2).

Article 18

Le solde disponible au 1^{er} janvier 1990 s'élevait à 9.846.001.367 francs.

Le total des recettes perçues dans le courant de l'année budgétaire se chiffre à 27.426.678.345 francs.

Total disponible pour les dépenses de l'année 1990 : 37.272.679.712 francs.

(Tableau annexe V, colonnes 3, 7).

Article 19

Les dépenses imputées s'élèvent à 28.309.399.775 francs (Tableau annexe V, colonne 4).

Ce montant comprend 9.158.124.943 francs de dépenses restant à régulariser pour lesquelles il est fait application de l'article 32 de la loi du 28 juin 1963 (Tableau annexe V, colonne 5).

Article 20

La différence entre les recettes perçues et les dépenses imputées dans l'année budgétaire s'élève à -882.721.430 francs (Tableau annexe V, colonne 6).

Compte tenu du total disponible pour les dépenses de l'année budgétaire 1990, tel que déterminé à l'article 18, et des dépenses reprises à l'article 19, le solde disponible au 31 décembre 1990 à la section particulière du budget de la Communauté française s'établit à 8.405.556.013 francs.

Il sera reporté à l'année budgétaire 1991.

DEUXIEME PARTIE OPERATIONS EFFECTUEES EN EXECUTION DU BUDGET
DU COMMISSARIAT GENERAL AUX RELATIONS INTERNATIONALES

Conformément à l'article 6 § 3 de la loi du 16 mars 1954, les comptes des organismes de la catégorie A sont établis sous l'autorité du ministre dont ils relèvent et font l'objet d'un projet de règlement du budget

CHAPITRE I^{er}**Année courante****Article 21**

Référence budgétaire : décret du 22 décembre 1989 contenant le budget de la Communauté française de l'année budgétaire 1990 - article 42.

148^e cahier de la Cour des Comptes fascicule II

Le règlement définitif du budget du C.G.R.I. pour l'année 1990 est établi comme suit :

a) recettes prévues par le décret budgétaire :	633.433.000
recettes imputées :	635.396.785
différence :	-1.963.785
b) dépenses :	
crédits alloués par le décret budgétaire :	687.350.000
crédits complémentaires à accorder :	0
Total des crédits :	687.350.000
dépenses imputées :	643.020.218
excédent de crédits à annuler :	34.329.782

c) récapitulation : le résultat définitif de l'année de gestion 1990 se résume comme suit :	
recettes :	635.396.785
dépenses :	643.020.218
excédent de dépenses :	7.623.433

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*
Donné à Bruxelles, le 25 janvier 2008.

M. ARENA,

Ministre-Présidente, chargée de l'Enseignement obligatoire

M.-D. SIMONET,

Vice-Présidente et Ministre de l'Enseignement supérieur,
de la Recherche scientifique et des Relations internationales

M. DAERDEN,

Vice-Président et Ministre du Budget, des Finances, de la Fonction publique et des Sports

F. LAANAN,

Ministre de la Culture et de l'Audiovisuel

M. TARABELLA,

Ministre de la Jeunesse et de l'Enseignement de Promotion sociale

C. FONCK,

Ministre de l'Enfance, de l'Aide à la Jeunesse et de la Santé

Note

(1) *Session 2006-2007*

Documents du Parlement . -Projet de décret, n° 370-1

Session 2007-2008

Documents du Parlement – Rapport, n° 370-2

Compte rendu intégral – Discussion et adoption – Séance du 22 janvier 2008.

TABLEAUX

- I. - ENGAGEMENTS A CHARGE DES CREDITS D'ENGAGEMENTS**
- II. - RECETTES**
- A. - RECETTES COURANTES ET DE CAPITAL**
- B. - VENTILATION**
- III. - DEPENSES**
- IV. - DEPASSEMENTS DE CREDITS**
- V. - SECTION PARTICULIERE**

TABLEAU I. - ENGAGEMENTS A CHARGE DES CREDITS D'ENGAGEMENTS

	Dépenses courantes (1)	Dépenses de capital (2)	Dépenses totales (3)
Budgets initiaux	21.500.000	1.813.100.000	1.834.600.000
Ajustements des crédits :			
Augmentations	2.000.000	199.500.000	201.500.000
Diminutions	0	-198.700.000	-198.700.000
Crédits reportés de l'année précédente	0	2.036.291.224	2.036.291.224
Total des crédits	23.500.000	3.850.191.224	3.873.691.224
Engagements comptabilisés dans le courant de l'année budgétaire	23.499.597	1.246.201.192	1.269.700.789
Règlement des crédits :			
Crédits disponibles à la fin de l'année budgétaire	403	2.603.990.032	2.603.990.435
- Crédits reportés	0	2.510.284.083	2.510.284.083
- Crédits à annuler	403	93.705.949	93.706.352
Crédits définitifs de l'année	23.499.597	3.756.485.275	3.779.984.872

TABLEAU II. A. - RECETTES COURANTES ET DE CAPITAL

	Recettes imputées (1)
TITRE I : RECETTES COURANTES	173.532.312.869
TITRE II : RECETTES DE CAPITAL	2.304.276
RECETTES TOTALES	173.534.617.145

TABLEAU II. B. - RECETTES

Nature des recettes	Prévisions	Droits constatés et Recettes imputées	Différence entre prévisions et réalisations	
			-	+
RECETTES COURANTES				
1. produits divers Art. 06.01	0	117.177.691	0	117.177.691
2. produits divers Art. 06.02	125.000.000	0	-125.000.000	0
3. Remboursements des traitements, salaires et allocations Art. 11.01	0	23.353.063	0	23.353.063
4. versement des sommes non utilisées par les comptables opérant au moyen d'avances de fonds (pour mémoire) art. 12.01		17.415.698	0	17.415.698
5. partie attribuée de l'IPP visée aux articles 42 et 65 de la loi du 16/1/1989 Art. 46.01	33.922.600.000	33.878.200.000	-44.400.000	0
6. Dotation relative au paiement des soldes des années antérieures Art. 46.03	0	0	0	0
7. partie attribuée du produit de la RTV visée à l'article 27 de la loi du 16/1/1989 Art. 46.04	5.527.400.000	5.191.366.000	-336.034.000	0
8. Crédit visé à l'art. 7 de la loi du 9 août 1980 Art. 46.05	0	17.210.353	0	17.210.353
9. recettes octroyées par application de l'article 38 de la loi spéciale du 16/01/1989 art. 01.01	131.835.800.000	131.835.800.000		
10. recettes octroyées par application de l'article 73 § 1 de la loi spéciale du 16/01/1989 par transfert des soldes en moyen de paiement du fonds des bâtiments scolaires de l'Etat et du fonds des bâtiments scolaires provinciaux et communaux, articles 60.02 A et 60.65 A du budget de l'éducation nationale sec leur commun art. 01.02	0	0	0	0
11. recettes octroyées par application de l'article 73 § 1 de la loi spéciale du 16/01/1989 par transfert des soldes au 1.1.1989 des articles 60.21 A, 60.40 A, 60.44 A, 60.45 A, 63.02 C, 66.01 A, 66.10 C, 66.20 A, 66.21 A, 66.22 A, 66.23 A, 66.26 A, 66.27 A, 66.36 B de la section particulière du budget 1988 de l'éducation nationale article 01.03	0	0	0	0
12. recettes octroyées par application de l'article 73 § 2 de la loi spéciale du 16/01/1989 - art. 01.04	58.100.000	0	-58.100.000	0
13. recettes octroyées par application de l'article 62 de la loi spéciale du 16/01/1989 article 01.05	1.236.000.000	2.436.000.000	0	1.200.000.000
14. recettes en provenance du fonds budgétaire 66.36 B de la section particulière du budget du MERF article 01.06	740.000.000		-740.000.000	0
15. produits divers et remboursement de solde existants d'avances de fonds Art. 01.06	100.000	15.790.064	0	15.690.064
TOTAL des recettes courantes	173.445.000.000	173.552.312.869	-1.303.534.000	1.390.846.369
RECETTES DE CAPITAL				
1. Recettes diverses patrimoniales Art. 06.01	0	0	0	0
2. Crédit global visé à l'art. 4 de la loi du 9 août 1980 (pour mémoire) Art. 66.01	0	0	0	0
3. Crédit visé à l'art. 7 de la loi du 9 août 1980 (pour mémoire) Art. 66.02	0	0	0	0
4. Vente d'immeubles Art. 76.01		2.169.676	0	2.169.676
5. Vente d'autres biens patrimoniaux Art. 76.02		134.600	0	134.600
6. produits divers Art. 01.07	100.000		-100.000	0
7. produits divers Art. 01.08	100.000		-100.000	0
TOTAL des recettes de capital	200.000	2.304.276	-200.000	2.304.276
TOTAL RECETTES DE LA COMMUNAUTE FRANCAISE	173.445.200.000	173.534.617.145	-1.303.734.000	1.393.151.145

TABLEAU III. - DEPENSES

Nature des dépenses et nature des crédits	Dépenses courantes		Dépenses de capital		Total dépenses courantes (5)	Total dépenses de capital (6)	Total général (7)	
	Crédits non dissociés (1)	Crédits d'ordonnement (2)	Crédits non dissociés (3)	Crédits d'ordonnement (4)				
Crédits votés ou à voter	Crédits initiaux	172.725.900.000	21.500.000	5.261.600.000	1.971.900.000	7.233.500.000	179.980.900.000	
	Ajustements	Augmentations	30.288.900.000	2.000.000	271.600.000	145.500.000	417.100.000	30.708.000.000
		Diminutions	-28.109.400.000	0	-127.800.000	-130.500.000	-258.300.000	-28.367.700.000
	Crédits ouverts	174.905.400.000	23.500.000	5.405.400.000	1.986.900.000	174.928.900.000	7.392.300.000	182.321.200.000
	Crédits reportés de l'année 1989	6.941.814.249	0	1.062.239.195	2.190.129.766	6.941.814.249	3.252.368.961	10.194.183.210
	Totaux	181.847.214.249	23.500.000	6.467.639.195	4.177.029.766	181.870.714.249	10.644.668.961	192.515.383.210
	Crédits complémentaires à allouer par le décret de comptes pour dépenses faites au-delà des crédits	113.902.373	0	0	0	113.902.373	0	113.902.373
	Crédits totaux	181.961.116.622	23.500.000	6.467.639.195	4.177.029.766	181.984.616.622	10.644.668.961	192.629.285.583
	Dépenses totales	173.958.833.188	18.399.883	5.319.610.549	1.425.432.627	173.977.233.071	6.745.043.176	180.722.276.247
	Dépenses imputées	au cours de l'année antérieure	8.386.469.036	0	542.558.726	548.238.625	1.090.797.351	9.477.266.387
au cours de l'année		165.572.364.152	18.399.883	4.777.051.823	877.194.002	5.654.245.825	171.245.009.860	
Soldes des crédits	Paiements non régularisés au 31/12/90	1.097.417.670	0	11.053.042	0	11.053.042	1.108.470.712	
	Montants	8.002.283.434	5.100.117	1.148.028.646	2.751.597.139	3.899.625.785	11.907.009.336	
	Crédits à annuler définitivement	355.763.669	5.100.117	96.013.456	130.756.336	360.863.786	587.633.578	
	Crédits à reporter à l'année 1990	7.646.519.765	0	1.052.015.190	2.620.840.803	7.646.519.765	3.672.855.993	11.319.375.758

TABLEAU IV DEPENSES QUI EXCEDENT LES CREDITS DE L'ANNEE 1990

Numéro et libellé des articles	Montant des crédits complémentaires à demander
<p>Budget 36</p> <p>CREDITS NON DISSOCIES</p> <p>1. Crédits reportés</p> <p>Secteur : Cabinets</p> <p>Section 01 dépenses de cabinet du Ministre-Président</p> <p>Chapitre I – dépenses de consommation</p> <p>§ 1 salaires et charges sociales</p> <p>article 11.02.11 traitement et indemnité du personnel de cabinet</p>	707.530
<p>Secteur secrétariat général</p> <p>Section 36 affaires générales</p> <p>Chapitre I dépenses de consommation</p> <p>§ 1 salaires et charges sociales</p> <p>Article 11.03.12 rémunération du personnel actif et en disponibilité (y compris les rémunérations ou salaires du personnel auxiliaire, les allocations pour fonctions supérieures et pour fonctions spéciales, les indemnités pour accident de travail – en ce compris le paiement de ces indemnités à des membres de la famille de la victime en cas de décès – ainsi que les rémunérations ou salaires réduits du personnel temporaire ou auxiliaire accidenté en service)</p>	34.080
<p>Secteur enseignement et formation</p> <p>Section 83 enseignement et formation artistique</p> <p>Chapitre I dépenses de consommation</p> <p>§ 1 salaires et charges sociales</p> <p>Article 11.03.11 rémunération du personnel actif et en disponibilité (y compris les rémunérations ou salaires du personnel auxiliaire, les allocations pour fonctions supérieures et pour fonctions spéciales, les indemnités pour accident de travail – en ce compris le paiement de ces indemnités à des membres de la famille de la victime en cas de décès – ainsi que les rémunérations ou salaires réduits du personnel temporaire ou auxiliaire accidenté en service)</p> <p>TOTAL TITRE I (CND-CR)</p>	3.196 744.806

TABLEAU IV DEPENSES QUI EXCEDENT LES CREDITS DE L'ANNEE 1990

<p>2. Crédits courants Secteur secrétariat général Section 31 affaires générales</p> <p>Chapitre I – dépenses de consommation § 1 salaires et charges sociales Article 11.03.11 rémunération du personnel actif et en disponibilité (y compris les rémunérations ou salaires du personnel auxiliaire, les allocations pour fonctions supérieures et pour fonctions spéciales, les indemnités pour accident de travail – en ce compris le paiement de ces indemnités à des membres de la famille de la victime en cas de décès – ainsi que les rémunérations ou salaires réduits du personnel temporaire ou auxiliaire accidenté en service)</p> <p>Secteur infrastructure et patrimoine Section 36 affaires générales Chapitre I – dépenses de consommation § 1 salaires et charges sociales Article 11.03.11 rémunération du personnel actif et en disponibilité (y compris les rémunérations ou salaires du personnel auxiliaire, les allocations pour fonctions supérieures et pour fonctions spéciales, les indemnités pour accident de travail – en ce compris le paiement de ces indemnités à des membres de la famille de la victime en cas de décès – ainsi que les rémunérations ou salaires réduits du personnel temporaire ou auxiliaire accidenté en service)</p>	<p>109.773.532</p> <p>5.512</p>
--	---------------------------------

TABLEAU IV DEPENSES QUI EXCEDENT LES CREDITS DE L'ANNEE 1990

<u>Secteur sport et tourisme</u>	
<u>Section 71</u> affaires générales	
Chapitre I dépenses de consommation	
§ 1 salaires et charges sociales	
Article 11.03.11 rémunération du personnel actif et en disponibilité (y compris les rémunérations ou salaires du personnel auxiliaire, les allocations pour fonctions supérieures et pour fonctions spéciales, les indemnités pour accident de travail – en ce compris le paiement de ces indemnités à des membres de la famille de la victime en cas de décès – ainsi que les rémunérations ou salaires réduits du personnel temporaire ou auxiliaire accidenté en service	599.730 -----
TOTAL TITRE I (CND-CC)	110.378.774
TOTAL GENERAL BUDGET 36	111.123.580

TABLEAU IV DEPENSES QUI EXCEDENT LES CREDITS DE L'ANNEE 1990

<p>BUDGET 35 CREDITS NON DISSOCIES 1. Crédits reportés <u>Secteur 40 : Secrétariat général et services communs</u></p> <p>Chapitre I dépenses de consommation § 1 salaires et charges sociales Article 11.03.01 rémunération du personnel actif et en disponibilité (y compris les rémunérations ou salaires du personnel auxiliaire, les allocations pour fonctions supérieures et pour fonctions spéciales, les indemnités pour accident de travail – en ce compris le paiement de ces indemnités à des membres de la famille de la victime en cas de décès – ainsi que les rémunérations ou salaires réduits du personnel temporaire ou auxiliaire accidenté en service)</p> <p><u>Section 51 enseignement préscolaire et primaire</u></p> <p>Chapitre I dépenses de consommation § 1 salaires et charges sociales Article 11.03.01 rémunération du personnel actif et en disponibilité (y compris les rémunérations ou salaires du personnel auxiliaire, les allocations pour fonctions supérieures et pour fonctions spéciales, les indemnités pour accident de travail – en ce compris le paiement de ces indemnités à des membres de la famille de la victime en cas de décès – ainsi que les rémunérations ou salaires réduits du personnel temporaire ou auxiliaire accidenté en service)</p> <p><u>Section 52 enseignement secondaire</u> Chapitre I dépenses de consommation § 1 salaires et charges sociales Article 11.03.01 rémunération du personnel actif et en disponibilité (y compris les rémunérations ou salaires du personnel auxiliaire, les allocations pour fonctions supérieures et pour fonctions spéciales, les indemnités pour accident de travail – en ce compris le paiement de ces indemnités à des membres de la famille de la victime en cas de décès – ainsi que les rémunérations ou salaires réduits du personnel temporaire ou auxiliaire accidenté en service)</p>	<p>1.080.265</p> <p>532.339</p> <p>253.296</p>
--	--

TABLEAU IV DEPENSES QUI EXCEDENT LES CREDITS DE L'ANNEE 1990

<p><u>Section 53 enseignement spécial</u></p> <p>Chapitre I dépenses de consommation § 1 salaires et charges sociales Article 11.03.01 rémunération du personnel actif et en disponibilité (y compris les rémunérations ou salaires du personnel auxiliaire, les allocations pour fonctions supérieures et pour fonctions spéciales, les indemnités pour accident de travail – en ce compris le paiement de ces indemnités à des membres de la famille de la victime en cas de décès – ainsi que les rémunérations ou salaires réduits du personnel temporaire ou auxiliaire accidenté en service)</p>	92.288
--	--------

TABLEAU IV DEPENSES QUI EXCEDENT LES CREDITS DE L'ANNEE 1990

<u>Section 54 enseignement universitaire et recherche scientifique</u>	
Chapitre I dépenses de consommation	
§ 1 salaires et charges sociales	
Article 11.03.01 rémunération du personnel actif et en disponibilité (y compris les rémunérations ou salaires du personnel auxiliaire, les allocations pour fonctions supérieures et pour fonctions spéciales, les indemnités pour accident de travail – en ce compris le paiement de ces indemnités à des membres de la famille de la victime en cas de décès – ainsi que les rémunérations ou salaires réduits du personnel temporaire ou auxiliaire accidenté en service)	38.881
Article 11.04.30 allocations quelconques au personnel	4.581
<u>Section 55 enseignement supérieur non universitaire</u>	
Chapitre I dépenses de consommation	
§ 1 salaires et charges sociales	
Article 11.03.01 rémunération du personnel actif et en disponibilité (y compris les rémunérations ou salaires du personnel auxiliaire, les allocations pour fonctions supérieures et pour fonctions spéciales, les indemnités pour accident de travail – en ce compris le paiement de ces indemnités à des membres de la famille de la victime en cas de décès – ainsi que les rémunérations ou salaires réduits du personnel temporaire ou auxiliaire accidenté en service)	74.834
	2.085.310

TABLEAU IV DEPENSES QUI EXCEDENT LES CREDITS DE L'ANNEE 1990

Section 64 organisation des études	
Chapitre I dépenses de consommation	
§ 1 salaires et charges sociales	
Article 11.03.01 rémunération du personnel actif et en disponibilité (y compris les rémunérations ou salaires du personnel auxiliaire, les allocations pour fonctions supérieures et pour fonctions spéciales, les indemnités pour accident de travail – en ce compris le paiement de ces indemnités à des membres de la famille de la victime en cas de décès – ainsi que les rémunérations ou salaires réduits du personnel temporaire ou auxiliaire accidenté en service)	
	8.826
TOTAL TITRE I (CND – CR)	2.085.310
2. CREDITS COURANTS	
Section 40	
Chapitre I dépenses de consommation	
§ 1 salaires et charges sociales	
Article 11.03.01 rémunération du personnel actif et en disponibilité (y compris les rémunérations ou salaires du personnel auxiliaire, les allocations pour fonctions supérieures et pour fonctions spéciales, les indemnités pour accident de travail – en ce compris le paiement de ces indemnités à des membres de la famille de la victime en cas de décès – ainsi que les rémunérations ou salaires réduits du personnel temporaire ou auxiliaire accidenté en service)	
	693.483
TOTAL GENERAL BUDGET 35	2.778.793
TOTAL DES 2 BUDGETS	113.902.373

TABLEAU V. - SECTION PARTICULIERE

Budgets	Prévisions		Opérations comptabilisées				Soldés cumulés		Annulations et majorations (9)	Soldés à reporter Au 31/12/1990 (10)
	Recettes (1)	Dépenses (2)	Recettes (3)	Dépenses		Différence entre recettes et dépenses (6)	Au 01/01/1990 (7)	Au 31/12/1990 (8)		
				Totaux (4)	Restant à régulariser (5)					
Communauté française	12.950.200.000	12.287.500.000	13.563.839.157	13.211.155.864	4.307.865.760	352.683.293	896.177.109	1.248.860.402	0	1.248.860.402
Educacion, Recherche et Formation	10.014.000.000	9.999.000.000	13.862.839.188	15.098.243.911	4.850.259.183	-1.235.404.723	8.949.824.258	7.714.419.535	-577.225.964 (1)	7.156.695.611
TOTAUX	22.964.200.000	22.286.500.000	27.426.678.345	28.309.399.775	9.158.124.943	-882.721.430	9.846.001.367	8.963.279.937	-577.225.964	8.465.556.013

(1) Annulation des soldés disponibles au 31 décembre 1990 des articles 66.44.B, 66.45.B et 66.46.B à concurrence respective de 440,4, 158,2 et 27 millions de francs (article 2 du décret du 24 décembre 1990 contenant l'ajustement du budget de la Communauté française de l'année budgétaire 1990, dépenses d'éducation, de recherche et de formation - M.B. 19-03-1991) ; annulation du solde disponible de l'article 60.31.C à concurrence de 12.123.924 francs, au lieu des 18 millions de francs prévus et majoration, à concurrence de 80 millions de francs, du solde disponible de l'article 60.30.B (article 21, alinéas 2 et 3, du décret précité).

VERTALING

MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

[C - 2019/15470]

25 JANUARI 2018. — Decreet houdende de eindregeling van de begroting van de Franse Gemeenschap voor het begrotingsjaar 1990 (1)

Het Parlement van de Franse Gemeenschap heeft aangenomen en Wij, Regering, bekrachtigen hetgeen volgt :

EERSTE GEDEELTE DIENSTEN ALGEMEEN BESTUUR
VAN HET MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP
BEGROTINGSJAAR 1990

HOOFDSTUK 1Vastleggingen verricht ter uitvoering van de begroting**Artikel 1**

Oorspronkelijke vastleggingskredieten toegekend per begrotingsdecreet voor het begrotingsjaar 1990, bedragen 1.834.600.000 frank (Tabel bijlage I, kolom 3)

Dit bedrag bestaat uit :

	(in frank)
- lopende verrichtingen :	21.500.000
- kapitaalverrichtingen :	1.813.100.000

Artikel 2

De oorspronkelijke vastleggingskredieten werden :

- gewijzigd door de aanpassing, overeenkomstig de aanpassingsdecreten, die een verhoging veroorzaakt van 201.500.000 frank en een vermindering van -198.700.000 frank (Tabel bijlage I, kolom 3).

- aangevuld door de kredietoverdracht verricht krachtens de artikelen 17 en 18 van de wet van 28 juni 1963 tot wijziging en aanvulling van de wetten op de Rijkscomptabiliteit (Tabel bijlage I, kolom 3), ten bedrage van 2.036.291.224 frank.

Artikel 3

Het totaal van de vastleggingskredieten die beschikbaar zijn voor de vastleggingen van het begrotingsjaar 1990 bedraagt 3.873.691.224 frank (Tabel bijlage I, kolom 3), onderverdeeld als volgt :

	(in frank)
- lopende verrichtingen :	23.500.000
- kapitaalverrichtingen :	3.850.191.224

Artikel 4

De uitgavenvastleggingen die op die kredieten worden aangerekend, bedragen (Tabel bijlage I, kolom 3) 1.269.700.789 frank.

Dit bedrag bestaat uit :

	(in frank)
- lopende verrichtingen :	23.499.597
- kapitaalverrichtingen :	1.246.201.192

Artikel 5

De vastleggingskredieten die op het einde van het begrotingsjaar beschikbaar zijn, bedragen 2.603.990.435 frank (Tabel bijlage I, kolom 3).

Dit bedrag bestaat uit :

	Naar het jaar 1991 over te dragen kredieten	Te annuleren kredieten
Lopende verrichtingen	0	403
Kapitaalverrichtingen	2.510.284.083	93.705.949

(Tabel bijlage I, kolommen 1, 2).

HOOFDSTUK IIOntvangsten en uitgaven verricht ter uitvoering van de begroting§ 1. Vaststelling van de ontvangsten**Artikel 6**

De begrotingsontvangsten van het jaar 1990 bedragen 173.534.617.145 frank (Tabel bijlage II, kolom 2).

Dit bedrag bestaat uit :

	(in frank)
- lopende ontvangsten :	173.532.312.869
- kapitaalontvangsten :	2.304.276

§ 2 Vaststelling van de uitgavenkredieten**Artikel 7**

De begrotingsdecreten betreffende het begrotingsjaar 1990 hebben de oorspronkelijke kredieten voor de ordonnanciering van de uitgaven verdeeld op de volgende wijze :

	Niet-gesplitste kredieten	Ordonnanceringskredieten	TOTAAL
Lopende uitgaven	172.725.900.000	21.500.000	172.747.400.000
Kapitaaluitgaven	5.261.600.000	1.971.900.000	7.233.500.000
TOTAAL	177.987.500.000	1.993.400.000	179.980.900.000

(Tabel bijlage III, kolommen 1 tot 7).

Artikel 8

Die uitgavenmachtigingen werden :

-Gewijzigd bij de aanpassing krachtens de aanpassingsdecreten (Tabel bijlage III).

	Niet-gesplitste kredieten	Ordonnanceringskredieten	TOTAAL
Lopende uitgaven	2.179.500.000	2.000.000	2.181.500.000
Kapitaaluitgaven	143.800.000	15.000.000	158.800.000
TOTAAL	2.323.300.000	17.000.000	2.340.300.000

Artikel 9

- Het totaal van de toegekende uitgavenmachtigingen beschikbaar voor het begrotingsjaar 1990 bedraagt 192.515.383.210 frank (Tabel bijlage III, kolommen 1 tot 7).

Deze uitgavenmachtigingen worden verdeeld als volgt :

	Niet-gesplitste kredieten	Ordonnanceringskredieten	TOTAAL
Lopende uitgaven	181.847.214.249	23.500.000	181.870.714.249
Kapitaaluitgaven	6.467.639.195	4.177.029.766	10.644.668.961
TOTAAL	188.314.853.444	4.200.529.766	192.515.383.210

§ 3 Vaststelling van de uitgaventoestand**Artikel 10**

De uitgaven ten laste van het begrotingsjaar 1990 bedragen 180.722.276.247 frank (Tabel bijlage III, kolom 7), onderverdeeld onder :

	Niet-gesplitste kredieten	Ordonnanceringskredieten	TOTAAL
- Lopende uitgaven betreffende de prestaties van de vorige jaren (kolommen 1, 2,5)	8.386.469.036	0	8.386.469.036
betreffende de prestaties van het lopende jaar (kolommen 1, 2, 5)	165.572.364.152	18.399.883	165.590.764.035
TOTAAL (1)	173.958.833.188	18.399.883	173.977.233.071
- Kapitaaluitgaven betreffende de prestaties van de vorige jaren (kolommen 3, 4, 6)	542.558.726	548.238.625	1.090.797.351
betreffende de prestaties van het lopende jaar (kolommen 3, 4, 6)	4.777.051.823	877.194.002	5.654.245.825
TOTAAL (2)	5.319.610.549	1.425.432.627	6.745.043.176
TOTAAL (1) + (2)	179.278.443.737	1.443.832.510	180.722.276.247

Artikel 11

Van dit bedrag werd aan het Rekenhof verantwoording afgelegd voor een bedrag van 179.613.805.535 frank, onderverdeeld in :

- 178.169.973.025 frank niet-gesplitste kredieten (Tabel bijlage III, kolommen 1, 3).
- 1.443.832.510 frank ordonnanceringskredieten (Tabel bijlage III, kolommen 2, 4).

Artikel 12

Voor de uitgaven die nog moeten worden geregulariseerd, ten bedrage van 1.108.470.712 frank, onderverdeeld in :

- 1.108.470.712 frank niet-gesplitste kredieten;
- 0 frank ordonnanceringskredieten;

wordt artikel 32 van de wet van 28 juni 1963 (Tabel bijlage III, kolommen 1, 3) toegepast.

§ 4 Regeling van de kredieten**Artikel 13**

De vergelijking tussen de per decreet verdeelde kredieten (artikel 9) en de aangerekende verrichtingen (artikel 10) doet een verschil uitkomen voor het begrotingsjaar 1990 van 11.793.106.963 frank.

	Niet-gesplitste kredieten	Ordonnancerings-kredieten	TOTAAL
Verdeelde kredieten	188.314.853.444	4.200.529.766	192.515.383.210
Aangerekende verrichtingen	179.278.443.737	1.443.832.510	180.722.276.247
Kredietoverschot	9.036.409.707	2.756.697.256	11.793.106.963

Artikel 14

Om de uitgaven van het begrotingsjaar 1990 boven of buiten de kredieten te dekken, worden aanvullende kredieten toegekend ten bedrage van 113.902.373 frank waaronder :

- voor niet-gesplitste kredieten : 113.902.373 frank.
- voor ordonnanceringskredieten : 0 frank.

Deze kredieten worden verdeeld zoals vermeld in Tabel bijlage IV.

Artikel 15

Ingevolge de bepalingen vervat in de artikelen 13 en 14 omvat het bedrag van de kredieten die beschikbaar zijn op 31 december 1990 :

	Niet-gesplitste kredieten	Ordonnancerings-kredieten	TOTAAL
Te annuleren kredieten	451.777.125	135.856.453	587.633.578
Naar het begrotingsjaar 1991 over te dragen kredieten	8.698.534.955	2.620.840.803	11.319.375.758
TOTAAL	9.150.312.080	2.756.697.256	11.907.009.336

(Tabel bijlage III, kolom 7).

Het deel dat met de kredieten van het jaar 1991 samen te voegen is :

	Niet-gesplitste kredieten	Ordonnancerings-kredieten	TOTAAL
Lopende uitgaven	2.249.556.596	0	2.249.556.596
Kapitaaluitgaven	576.303.111	2.620.840.803	3.197.143.914
TOTAAL	2.825.859.707	2.620.840.803	5.446.700.510

§ 5 Algemeen ontvangsten- en uitgavenresultaat van de begroting 1990**Artikel 16**

Het algemeen resultaat van de begroting van het begrotingsjaar 1990 wordt voorgesteld als volgt :

(in frank)

Lopende verrichtingen

Ontvangsten	173.532.312.869
Uitgaven	173.977.233.071
Uitgavenoverschot	-444.920.202

Kapitaalverrichtingen

Ontvangsten	2.304.276
Uitgaven	6.745.043.176
Uitgavenoverschot	-6.742.738.900

Verbonden verrichtingen

Ontvangsten	173.534.617.145
Uitgaven	180.722.276.247
Als conclusie, indien geen rekening wordt gehouden met het resultaat van de afzonderlijke sectie, overtreffen de uitgaven de ontvangsten met	-7.187.659.102
En daar het saldo van het begrotingsjaar 1989 bedroeg	-4.836.630.601
Saldo van het begrotingsjaar 1990	-12.024.289.703

HOOFDSTUK III

Ontvangsten en uitgaven verricht ter uitvoering van de afzonderlijke sectie van de begroting**Artikel 17**

De begrotingsdecreten van het jaar 1990 hebben de ontvangsten en uitgaven voor de afzonderlijke sectie van de begroting van de Franse Gemeenschap geraamd als volgt :

	(in frank)
- Ontvangsten	22.964.200.000
- Uitgaven	22.286.500.000
(Tabel bijlage V, kolommen 1, 2).	

Artikel 18

Het saldo dat beschikbaar is op 1 januari 1990 bedroeg 9.846.001.367 frank.

Het totaal van de ontvangsten van het begrotingsjaar bedraagt 27.426.678.345 frank.

Beschikbaar totaal van het jaar 1990 voor de uitgaven : 37.272.679.712 frank.

(Tabel bijlage V, kolommen 3, 7).

Artikel 19

De aangerekende uitgaven bedragen 28.309.399.775 frank (Tabel bijlage V, kolom 4).

Dit bedrag omvat 9.158.124.943 frank uitgaven die nog te regulariseren zijn waarvoor artikel 32 van de wet van 28 juni 1963 (Tabel bijlage V, kolom 5) wordt toegepast.

Artikel 20

Het verschil tussen de gekregen ontvangsten en de in het begrotingsjaar aangerekende uitgaven, bedraagt -882.721.430 frank (Tabel bijlage V, kolom 6).

Rekening houdend met het totaal dat beschikbaar is voor de uitgaven van het begrotingsjaar 1990, zoals bepaald in artikel 18, en met de uitgaven vermeld in artikel 19, bedraagt het saldo dat beschikbaar is op 31 december 1990 in de afzonderlijke sectie van de begroting van de Franse Gemeenschap 8.405.556.013 frank.

Het wordt naar het begrotingsjaar 1991 overgedragen.

TWEEDE GEDEELTE VERRICHTINGEN GEDAAN TER UITVOERING VAN DE BEGROTING
VAN HET COMMISSARIAAT- GENERAAL VOOR INTERNATIONALE BETREKKINGEN

Overeenkomstig artikel 6 § 3 van de wet van 16 maart 1954 worden de rekeningen van de instellingen van categorie A vastgesteld onder het gezag van de minister waaronder ze ressorteren en maken het voorwerp uit van een ontwerp van regeling van begroting

HOOFDSTUK I

Lopend jaar

Artikel 21

Begrotingsverwijzing : decreet van 22 december 1989 houdende de begroting van de Franse Gemeenschap van het begrotingsjaar 1990 - artikel 42.

148^e boek van het Rekenhof deel II

De eindregeling van de begroting van het Commissariaat-generaal voor internationale betrekkingen voor het jaar 1990 wordt vastgesteld als volgt :

a)	ontvangsten voorzien door het begrotingsdecreet :	633.433.000
	aangerekende ontvangsten :	635.396.785
	verschil :	-1.963.785
b)	uitgaven :	
	kredieten toegekend bij het begrotingsdecreet :	687.350.000
	aanvullende kredieten die toegekend moeten worden :	0
	Totaal van de kredieten :	687.350.000
	Aangerekende uitgaven :	643.020.218
	Kredietoverschot te annuleren :	34.329.782
c)	samenvatting : het eindresultaat van het beheersjaar 1990 wordt samengevat als volgt :	
	ontvangsten :	635.396.785
	uitgaven :	643.020.218
	uitgavenoverschot :	7.623.433

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Brussel, 25 januari 2008.

M. ARENA,

Minister-Presidente, belast met het Leerplichtonderwijs

M.-D. SIMONET,

Vice-Presidente, Minister van Hoger Onderwijs, Wetenschappelijk Onderzoek en Internationale Betrekkingen

M. DAERDEN,

Vice-President en Minister van Begroting, Financiën, Ambtenarenzaken en Sport

F. LAANAN,

Minister van Cultuur en Audiovisuele sector

M. TARABELLA,

Minister van Jeugd en Onderwijs voor sociale promotie

C. FONCK,
Minister van Kind, Hulpverlening aan de Jeugd en Gezondheid

Nota

(1) *Zitting* 2006-2007
Stukken van het Parlement . -Ontwerp van decreet nr. 370-1
Zitting 2007-2008
Stukken van het Parlement – Verslag nr. 370-2
Integraal verslag – Bespreking en aanneming – *Zitting* van 22 januari 2008.

MINISTERE DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE

[C – 2019/15471]

25 JANVIER 2008. — Décret contenant le règlement définitif du budget
de la Cmmunauté française pour l'année budgétaire 1991 (1)

Le Parlement de la Communauté française a adopté et, Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit :

PREMIERE PARTIE SERVICES D'ADMINISTRATION GENERALE
DU MINISTERE DE LA COMMUNAUTE FRANCAISE
ANNEE BUDGETAIRE 1991

CHAPITRE 1^{er}

Engagements effectués en exécution du budget

Article 1^{er}

Les crédits d'engagement initiaux alloués par décrets budgétaires pour l'année budgétaire 1991, s'élèvent à 1.810.000.000 francs (Tableau annexe I, colonne 3)

Ce montant se compose comme suit :

	(en francs)
- opérations courantes :	24.000.000
- opérations de capital :	1.786.000.000

Article 2

Les crédits d'engagement initiaux ont été :

- modifiés par l'adaptation, conformément aux décrets d'ajustement, se traduisant par une augmentation de 78.000.000 francs et une diminution de -176.500.000 francs (Tableau annexe I, colonne 3).
- complétés par le report de crédits effectué en vertu des articles 17 et 18 de la loi du 28 juin 1963 modifiant et complétant les lois sur la comptabilité de l'Etat (Tableau annexe I, colonne 3), s'élevant à 2.510.284.083 francs.

Article 3

Le total des crédits d'engagements disponibles pour les engagements de l'année budgétaire 1991 s'élève à 4.221.784.083 francs (Tableau annexe I, colonne 3) se décomposant comme suit :

	(en francs)
- opérations courantes :	153.252.000
- opérations de capital :	4.068.532.083

Article 4

Les engagements de dépenses imputés à charge de ces crédits s'élèvent (Tableau annexe I, colonne 3) à la somme de 1.700.156.561 francs.

Ce montant se décompose comme suit :

	(en francs)
- opérations courantes :	21.542.846
- opérations de capital :	1.678.613.715

Article 5

Les crédits d'engagement disponibles à la fin de l'année budgétaire s'élèvent à 2.663.058.522 francs (Tableau annexe I, colonne 3).

Ce montant se décompose comme suit :

	Crédits à reporter à l'année 1992	Crédits à annuler
Opérations courantes	129.252.000	2.457.154
Opérations de capital	2.531.349.368	0

(Tableau annexe I, colonnes 1, 2).